

## **De la Grande Alliance à l'affrontement armé Est-Ouest (1944-1950) : origines de la Guerre froide et débats historiographiques**

**Justine Faure**

Jusqu'à la fin des années 1980, trois écoles historiographiques, composées essentiellement d'historiens américains, se sont succédées dans l'étude des origines de la Guerre froide. La première, dite classique ou orthodoxe, imputait l'entière responsabilité du déclenchement de la Guerre froide à une URSS perçue comme fondamentalement expansionniste. Puis, dans les années 1960-1970, une nouvelle génération d'historiens, dits « révisionnistes », adopta le point de vue inverse : l'impérialisme des États-Unis, guidés par la recherche permanente de nouveaux marchés, était responsable du conflit. Enfin, dans les années 1970-1980, les historiens post-révisionnistes rompirent avec leurs aînés, refusant d'établir des responsabilités pour réfléchir en terme d'intérêt national : Américains et Soviétiques ne souhaitaient pas la disparition de la Grande Alliance mais leur diplomatie, bien qu'uniquement destinée à consolider leur propre camp, fut perçue comme offensive et agressive par l'autre superpuissance. Ce serait donc un mélange de malentendus, d'interprétation erronées et de réactions mal calibrées qui déclencha la Guerre froide. Depuis 1989, l'historiographie de l'affrontement Est-Ouest a connu plusieurs évolutions<sup>1</sup>. La première est thématique, avec l'étude des aspects sociaux ou culturels de l'affrontement Est-Ouest<sup>2</sup>. La deuxième est géographique : l'histoire de la Guerre froide s'est éloignée du récit des relations américano-soviétiques pour s'enrichir d'autres acteurs. Dans les années 1980 déjà, l'Europe de l'Ouest, et en particulier la Grande-Bretagne, avait été réintégrée comme acteur de la Guerre froide<sup>3</sup>. Depuis 1989, des recherches ont été menées sur les autres pays européens et asiatiques et ont mis en lumière les interactions à l'intérieur de chaque bloc : la politique américaine de la fin des années 1940 doit se comprendre aussi par ses liens avec Londres, tout comme l'étude des relations soviéto-chinoises éclaire la conduite de Staline. Ces ouvrages ont aussi permis de comprendre la façon dont les conditions locales ont pu

---

<sup>1</sup> Pour une analyse historiographique de la période 1945-1989, voir Pierre Grosser, « Écrire l'histoire de la Guerre froide après la fin de la Guerre froide. Quelques éléments de réflexion et de bilan historiographique », *Communisme*, 2004-2005, n°80-81-82, p. 43-75. Notons aussi combien les années 1990 ont vu croître le nombre d'ouvrages sur la Guerre froide, alors que les années 2000 marquent un net déclin, du fait de la fermeture des archives russes ordonnée par Vladimir Poutine et aussi probablement des attentats du 11 septembre qui ont attiré l'attention sur d'autres champs chronologiques et géographiques.

<sup>2</sup> Pour les aspects culturels : Walter Hixson, *Parting the Curtain. Propaganda, Culture and Cold War, 1945-1961*, New York, St. Martin's Griffin, 1998 ; Frank Ninkovich, *US Information Policy and Cultural Diplomacy*, NY, Foreign Policy Association, 1996 ; Naima Prevots, *Dance for Export : Cultural Diplomacy and the Cold War*, Middletown, Wesley UP, 1998 ; Yale Richmond, *Cultural Exchange and the Cold War : Raising the Iron Curtain*, University Park, Pennsylvania UP, 2003 ; Christopher Simpson, *Universities and Empire. Money and Politics in the Social Sciences during the Cold War*, NY, New Press, 1998 ; Stephen Whitfield, *The Culture of the Cold War*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1996.

<sup>3</sup> L'article de Geir Lundestad, « Empire by Invitation ? The United States and Western Europe, 1945-1952 », *Journal of Peace Research*, septembre 1986, p. 263-277, est l'une des premières études réintégrant l'Europe de l'Ouest dans l'analyse des origines de la guerre froide.

influencer les décisions des grandes puissances et modifier leur mise en œuvre<sup>4</sup>. Enfin, le retour des polémiques historiographiques nées de l'ouverture incomplète des archives du bloc soviétique marque une troisième évolution. La divulgation de quelques documents extraits de fonds d'archives encore fermés aux chercheurs ne permet pas à l'historien d'établir la représentativité de l'opinion défendue par l'auteur du document et son incidence sur la prise de décision. Ainsi, on peut lire actuellement des analyses fort divergentes de la politique stalinienne, dont il est intéressant de noter qu'elles reproduisent dans une assez large mesure les grandes lignes de l'opposition entre orthodoxes et révisionnistes<sup>5</sup>.

L'histoire des premières années de l'affrontement Est-Ouest reste une histoire vivante et mouvante, sujette aux incertitudes, aux contradictions et aux contestations. Cet article se propose donc de présenter une synthèse des dernières avancées historiographiques<sup>6</sup>.

Nous avons en outre fait le choix de traiter de la période 1944-1950. 1944 s'explique aisément car, dans les derniers moments de la guerre, les projets des trois Grands pour l'après-guerre s'affirmèrent. Mais pourquoi 1950 ? Traditionnellement, la rupture de la Grande Alliance est placée au cours de l'année 1947 (doctrine Truman, plan Marshall, création du Kominform). Les années qui suivent, du coup de Prague à la coexistence pacifique, sont alors considérées comme participant d'un même mouvement historique. Or, à notre sens, l'affrontement Est-Ouest prit une dimension nouvelle en 1950 du fait de la bipolarisation totale des relations internationales et de la militarisation du conflit.

## **Le monde au sortir de la guerre**

La Seconde guerre mondiale apparaît comme la matrice de la Guerre froide, non du fait des rivalités entre alliés, car la Grande Alliance a dans l'ensemble relativement bien fonctionné durant le conflit, mais parce qu'elle détruisit l'ordre international de l'entre-deux-guerres et modifia les équilibres préexistants.

### ***Un saut dans l'inconnu***

Il semble essentiel de souligner combien en 1944-1945 il était difficile de déchiffrer l'avenir, même pour les meilleurs analystes de l'époque.

Tout d'abord, la Seconde guerre mondiale représente une rupture militaire, avec la mise au point d'une nouvelle arme – la bombe atomique – qui, même si toutes ses implications ne sont pas encore connues, modifie déjà clairement les capacités de

<sup>4</sup> Bruno Arcidiacono, « Les Balkans et les origines de la Guerre froide : grandes puissances et "facteur local" », *Relations internationales*, 2000, n°104, p. 413-432.

<sup>5</sup> Voir par exemple le débat entre John Gaddis, ancien chef de file des post-révisionnistes, pour qui l'ouverture des archives soviétiques prouve la responsabilité de Staline dans le déclenchement de la Guerre froide (*We Know Now : Rethinking Cold War History*, New York, Oxford UP, 1997) et Melvyn Leffler qui met en avant l'activisme américain (« The Cold War : What Do "We Now Know" », *American Historical Review*, avril 1999, p. 501-524). Voir aussi l'article de Michael Cox et Caroline Kennedy-Pipe, « The Tragedy of American Diplomacy. Rethinking the Marshall Plan », *Journal of Cold War Studies*, 2005, n°1, p. 97-134, analysant le plan Marshall comme une des causes du déclenchement de la Guerre froide et les critiques de cet article par d'autres historiens (*idem*, p. 135-174).

<sup>6</sup> Soulignons que deux centres de recherches américains, la National Security Archive et le Cold War International History Project (CWIHP), traduisent et publient les travaux parus sur la Guerre froide dans le monde entier et sont donc une voie d'accès privilégiée pour prendre connaissance de l'historiographie mondiale.

destruction. La rupture est aussi d'ordre politique et socio-économique, du fait du chaos né de la guerre et de la contestation de l'ancien ordre établi. Ainsi, les empires impériaux commencent-ils à se fissurer, les forces révolutionnaires à progresser en Chine, les Républicains à s'affirmer en Italie ou en Grèce, et le paysage politique à basculer vers la gauche, avec des partis communistes puissants en Italie (1,8 million de membres), en Tchécoslovaquie (1,2 million), en France (un million)... Enfin, sur le plan diplomatique, les bouleversements sont nombreux. À quoi va ressembler une scène internationale désormais dominée par l'URSS et les États-Unis, deux pays auparavant en marge des relations internationales ? Quel va être l'avenir de la Grande Alliance une fois la guerre gagnée ? L'URSS va-t-elle encourager en Europe des révolutions communistes ? Les États-Unis, après la mort de Roosevelt le 12 avril 1945, vont-ils renouer avec l'isolationnisme ?

De cette difficulté à imaginer le monde de l'après-guerre découlent deux conséquences essentielles. D'une part, les divergences étaient nombreuses parmi les décideurs : selon les sources (archives militaires, diplomatiques...), les points de vue diffèrent, voire s'opposent. Par exemple, à Londres en 1945, les militaires se méfiaient déjà de l'URSS alors que le *Foreign Office* prévoyait une entente durable avec Staline<sup>7</sup>. Dans le cas soviétique, les nouvelles archives révèlent aussi une certaine variété de points de vue<sup>8</sup>. C'est pourquoi l'étude des rapports de force bureaucratiques est essentielle pour comprendre les origines de la Guerre froide, étude qui doit être complétée par une chronologie fine qui permette de retracer les basculements progressifs des décideurs en faveur de la Guerre froide. D'autre part, la difficulté à appréhender le monde de l'après-guerre conduisit à une grande improvisation, d'où des stratégies parfois contradictoires. Aucun des Alliés n'avait de plan très précis car l'avenir incertain et l'évolution extrêmement rapide de la situation rendaient difficile la définition d'une politique unique. C'est pourquoi les Alliés se fixèrent quelques objectifs fondamentaux en terme de sécurité et de puissance mais firent toujours en sorte de ménager l'avenir en n'excluant aucune alternative.

### ***L'inégalité des Alliés face aux destructions***

La deuxième grande caractéristique de l'après-guerre est le déséquilibre du rapport de force entre les trois Grands, et, comme Melvyn Leffler le souligne, nul ne doit l'ignorer car il conditionne à la fois les projets de chacune des puissances et leur perception des menaces extérieures<sup>9</sup>. Les États-Unis sortent du conflit indiscutablement renforcés : pertes humaines relativement faibles (300 000 morts), PNB multiplié par deux, monopole de l'arme nucléaire et mise en place d'un nouveau système économique international favorable à leurs intérêts. Cependant, l'exercice de cette puissance est conditionnée à l'abandon de l'isolationnisme. À l'inverse, l'URSS a payé un très lourd tribut humain et économique à l'écrasement des forces de l'Axe

<sup>7</sup> Geoffrey Warner, « From "Ally" to Enemy : Britain's Relations with the Soviet Union, 1941-8 », dans Francesca Gori et Silvio Pons (dir.), *The Soviet Union and Europe in the Cold War 1943-1953*, Londres, MacMillan Press, 1996, p. 293-309.

<sup>8</sup> Voir par exemple les divergences entre Molotov et Staline étudiées par Vladimir Pechatnov, « *The Allies are Pressing on you to break the will...* ». *Foreign Policy correspondence between Staline and Molotov and other Politburo Members, Sept. 1945 – Dec. 1946*, CWIHP Working Papers n°26, 1999, et Vladislav Zubok et Constantine Pleshakov, *Inside the Kremlin's Cold War : from Stalin to Khrushchev*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 et celle de Vojtech Mastny, *The Cold War and Soviet Insecurity*, New York, Oxford University Press, 1996.

<sup>9</sup> Melvyn Leffler, article cité, p. 513.

(plus de 20 millions de morts, capacité industrielle réduite d'un quart, agriculture ravagée...). De cette situation découlent trois éléments : un profond sentiment de vulnérabilité, accentué par l'explosion des bombes nucléaires américaines, la priorité absolue accordée à la reconstruction du pays et enfin le sentiment que les revendications soviétiques sont légitimes au regard du prix payé à la lutte contre le nazisme (les Soviétiques ont infligées 93% des pertes allemandes au combat)<sup>10</sup>. La Grande-Bretagne sort elle aussi affaiblie de la guerre. Malgré sa résistance à Hitler et le rôle essentiel tenu par le Premier ministre Winston Churchill dans le règlement diplomatique du conflit, la perte d'influence de Londres est réelle. Cependant, les dirigeants britanniques croient ces difficultés provisoires et espèrent pouvoir redresser la situation de façon à faire jeu égal avec les Américains et les Soviétiques<sup>11</sup>.

## **La Grande Alliance, de la guerre à la paix**

### ***Une alliance qui garde un sens une fois la paix revenue***

La guerre terminée, les trois Grands continuèrent de trouver leur intérêt – au moins à court terme – dans la préservation de la Grande Alliance. Pour l'URSS, elle permettait de recevoir les aides financières indispensables à une reconstruction rapide, et d'atteindre des objectifs géostratégiques que Moscou ne pouvait obtenir seule, dont le principal était la neutralisation de la menace allemande. Pour la Grande-Bretagne, la Grande Alliance était le moyen de conserver son statut de grande puissance, notamment grâce aux mécanismes de décision à trois. La Grande Alliance était d'autant plus profitable aux Britanniques que les Soviétiques considéraient qu'il était dans leur intérêt d'y valoriser la place de la Grande-Bretagne, afin d'éviter un rapprochement trop étroit entre Londres et Washington<sup>12</sup>. Les États-Unis, du fait de leur puissance, avaient un intérêt moindre à la poursuite de la Grande Alliance, d'où la liberté avec laquelle Truman traita Molotov lors de leur première rencontre, le 23 avril 1945, exprimant sans fard son mécontentement devant la situation en Pologne. La Grande Alliance présentait cependant un avantage : elle était le gage de la mise en place du nouveau système de sécurité collective et d'un retour à une paix durable.

À l'arrêt des combats, le maintien de la Grande Alliance n'était donc en rien inconciliable avec les objectifs de sécurité et de puissance de chacun des alliés, les servant même dans le cas soviétique et britannique. C'est pourquoi en 1945, les trois Grands œuvrèrent à mettre en place un nouvel ordre européen qui ménage les intérêts de chacun.

### ***Le principe d'une division de l'Europe en sphères d'influence***

Les Alliés commencèrent à réfléchir à la future architecture européenne à partir de 1943-1944. Staline avait à long terme le projet de faire de son pays l'unique puissance

<sup>10</sup> Ralph Levering *et alli*, *Debating the Origins of the Cold War. American and Russian Perspectives*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002, p. 85 et suiv.

<sup>11</sup> John Kent (« British Policy and the Origins of the Cold War », dans Melvyn P. Leffler et David Painter (dir.), *Origins of the Cold War. An International History*, Londres, Routledge, 1995, p. 139-153) et Anne Deighton, (« Introduction », in Anne Deighton (dir.), *Britain and the First Cold War*, Londres, MacMillan, 1990) soulignent combien Londres s'est tardivement résolu à devenir le « junior partner » des États-Unis.

<sup>12</sup> Aleksei Filitov, « Problems of Post-War Construction in Soviet Foreign Policy Conceptions during World War II », dans Gori et Pons (dir.), *op. cit.*, p. 11 et suiv.

dominante du continent<sup>13</sup>. Mais, au sortir de la guerre, il visait deux objectifs immédiats : préserver le nouveau tracé des frontières soviétiques et contrôler l'Europe centrale et orientale<sup>14</sup>, afin d'éviter qu'elle ne se transforme à nouveau en « cordon sanitaire » anti-bolchevique. Elle devait au contraire devenir une zone tampon qui participe à la reconstruction économique de l'URSS et la protège d'une résurgence de la menace allemande<sup>15</sup>. Staline voulait-il dès 1945 bolcheviser cette région ? En l'état des sources, il semble bien qu'il pensait à cette époque pouvoir contrôler sa sphère d'influence sans avoir besoin d'y établir par la force ou la subversion une dictature à la soviétique. Ainsi, les instructions envoyées aux partis communistes leur demandaient de respecter les règles démocratiques et de pratiquer l'alliance avec les autres forces progressistes et centristes en constituant des Front nationaux<sup>16</sup>. Bruno Arcidiacono montre bien que dans les pays où les partis non communistes jouèrent le jeu de l'entente avec les communistes, comme la Hongrie et la Tchécoslovaquie, des pratiques démocratiques subsistèrent plusieurs années, la bolchevisation ayant lieu au sortir de la guerre dans les pays où cette entente était impossible<sup>17</sup>. Les intérêts britanniques au sortir de la guerre n'étaient pas incompatibles avec ceux des Soviétiques puisque la priorité était donnée à l'empire, la Méditerranée et l'Europe occidentale<sup>18</sup>. L'administration Truman partageait le même intérêt pour l'Europe occidentale, partenaire diplomatique et économique indispensable, rompant avec un Roosevelt plus marqué par la tradition européenphobe américaine<sup>19</sup>. Ce rapide état des lieux montre qu'il n'existait pas en 1944-1945 de concurrences spatiales entre les Alliés, d'où leur accord pour diviser l'Europe en sphères d'influence.

Jusqu'à récemment, les historiens refusaient l'idée selon laquelle Londres et Washington avaient accepté l'inclusion de l'Europe centrale et balkanique dans une sphère d'influence soviétique. Pour les historiens dits orthodoxes, les États-Unis, attachés au droit à l'autodétermination, avaient catégoriquement refusé un tel arrangement et c'est à la suite des atteintes aux libertés perpétrées par Moscou chez ses voisins qu'ils avaient pris conscience d'un danger soviétique. Pour ces historiens, la Guerre froide était donc née en Europe centrale et balkanique. C'était aussi le point de vue des historiens dits révisionnistes, qui expliquaient cependant que les efforts américains pour préserver leurs intérêts économiques dans la région avaient conduit

<sup>13</sup> Vladimir Pechatnov, *The Big Three after World War II : New Documents on Soviet Thinking about Post-War Relations with United States and Britain*, CWIHP Working Papers n°13, 1995.

<sup>14</sup> L'expression « Europe centrale et orientale » se rapporte dans cet article aux pays voisins de l'URSS mais exclut l'Allemagne qui représente des enjeux très différents et qui doit donc être traitée à part. C'est d'ailleurs de cette manière que les Alliés envisageaient la question allemande.

<sup>15</sup> Les motivations économiques de l'établissement d'une sphère d'influence ont été mises en valeur par Norman Naimark (*The Russians in Germany. A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, Cambridge, Harvard University Press, 1995) et László Borghi (*The Merchants of the Kremlin. The Economic Roots of Soviet Expansion in Hungary*, CWIHP Working Papers n°28).

<sup>16</sup> Eduard Mark, *Revolution by Degrees. Stalin's National-Front Strategy for Europe, 1941-1947*, CWIHP Working Papers n°31, 2001 (l'auteur montre aussi combien la stratégie des Fronts nationaux était avantageuse pour Moscou), Norman Naimark, « The Soviets and the Christian Democrats : the Challenge of a "Bourgeois" Party in Eastern Germany, 1945-1949 », *East European Politics and Societies*, 1995, n°3, p. 369-392 et Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars*, New Haven, Yale UP, 2006, p. 245 et suiv.

<sup>17</sup> Bruno Arcidiacono, article cité.

<sup>18</sup> Anthony Adamthwaite, « Britain and the World, 1945-1949 : the View from the Foreign Office », dans Joseph Becker et Franz Knipping, *Power in Europe ? Great Britain, France, Italy and Germany in a Postwar World, 1945-1950*, Berlin, de Gruyter, 1986, p. 9-25.

<sup>19</sup> John Harper, *American Visions of Europe. Franklin D. Roosevelt, George F. Kennan and Dean G. Acheson*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 77-131.



à la fin de la Grande Alliance. Les historiens post-révisionnistes, raisonnant en terme d'intérêt national, remarquèrent avec justesse que l'Europe centrale et balkanique était tout à fait périphérique pour les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ils en déduirent donc que ces deux pays y avaient mené une « non-politique », à peine camouflée par une rhétorique universaliste<sup>20</sup>. Depuis la déclassification presque totale des archives américaines consacrées aux années de l'après-guerre, on peut désormais analyser la politique des Anglo-Américains sous l'angle du concept de sphère d'influence ouverte. Londres et Washington trouvaient légitime la volonté soviétique d'acquérir un rôle prééminent en Europe centrale et balkanique : au regard de l'histoire, il leur semblait normal que l'URSS souhaite former à ses frontières un glacis protecteur. C'est pourquoi ils acceptèrent que cette région glisse sous la domination soviétique, comme le montre l'accord des pourcentages signé en octobre 1944 par Churchill et Staline et qui divisait les Balkans entre leurs deux pays, la décision prise à Yalta de composer en majorité le nouveau gouvernement polonais de membres du comité pro-soviétique de Lublin ou encore la reconnaissance en décembre 1945 par les Américains des gouvernements bulgare et roumain, alors que maints rapports en soulignaient la non-représentativité<sup>21</sup>. Cependant, les Anglo-Américains restèrent soucieux de conserver dans la sphère d'influence soviétique certains moyens de pressions, d'où ce concept de sphère d'influence ouverte : les pays voisins de l'URSS ne devaient subir aucune ingérence dans leurs affaires intérieures, Moscou ne pouvant exiger qu'une politique étrangère conforme à ses intérêts (Bruno Arcidiacono parle d'un compromis entre « décence démocratique et docilité politique »). C'est pourquoi Churchill se fit l'avocat – malheureux – d'un débarquement allié dans les Balkans, Truman ne retira ses troupes de Tchécoslovaquie en décembre 1945 qu'à la condition d'un retrait simultané de l'Armée rouge, et la Pologne et la Tchécoslovaquie figurèrent en 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> place des pays bénéficiaires de l'aide de l'UNRRA (*United Nations Relief and Rehabilitation Administration*), financée à 70% par les États-Unis.

Staline s'alarma grandement de ces ingérences, alors qu'il respectait la prééminence anglo-américaine en Europe occidentale, comme le montrent les transcriptions de ses conversations avec Palmiro Togliatti (4 mars 1944) et Maurice Thorez (19 novembre 1944). Dans les deux cas, Staline demanda non seulement l'arrêt des attaques contre les gouvernements du maréchal Badoglio et du général de Gaulle mais obligea les communistes à y participer. Plusieurs éléments éclairent l'attitude de Staline<sup>22</sup>. Tout d'abord, il espérait se servir du précédent italien, dans lequel il avait témoigné de sa bonne volonté par PCI interposé, pour demander aux Anglo-Américains la même discrétion en Hongrie, Bulgarie et Roumanie. Ensuite, contrairement aux affirmations de John Gaddis, qui considère que la victoire avait suscité au Kremlin

<sup>20</sup>Geir Lundestad, *The American Non-Policy towards Eastern Europe, 1943-1947. Universalism in an Area not of Essential Interest to the United States*, Tromsø, Universitetsforlaget, 1978.

<sup>21</sup>David Stone, « The 1945 Ethridge Mission to Bulgaria and Romania and the Origins of the Cold War in the Balkans », *Diplomacy and Statecraft*, 2006, n°17, p. 93-112.

<sup>22</sup>Pour l'Italie : Silvio Pons, « La place de l'Italie dans la politique extérieure de l'URSS (1943-1944) », *Communisme*, 1997, n° 49/50, p. 91-105 et « Stalin, Togliatti and the Origins of the Cold War in Europe », *Journal of Cold War Studies*, 2001, n°2, p. 3-27 ; Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, « The Soviet Union and the Italian Communist Party, 1944-1948 » in Gori et Pons (dir.), *op. cit.*, et Bruno Arcidiacono, *Le « précédent italien » et les origines de la guerre froide. Les alliés et l'occupation de l'Italie, 1943-1944*, Bruxelles, Bruylant, 1984. Pour la France : Philippe Buton, « Méthodologie et historiographie de la stratégie communiste à la Libération. L'entretien Thorez-Staline du 19 novembre 1944 », *Communisme*, 1996, n° 45/46, p. 7-21 et George-Henri Soutou, « General de Gaulle and the Soviet Union, 1943-5 : Ideology or European Equilibrium », dans Gori et Pons (dir.), *op. cit.*, p. 310-333

une véritable « euphorie idéologique »<sup>23</sup>, la stratégie à l'égard de l'Italie et de la France témoigne au contraire du réalisme de Staline : non seulement il était conscient que la révolution ne pouvait y réussir mais il avait besoin des Anglo-Américains pour terminer la guerre et reconstruire son pays, d'où une politique de profil bas dans des régions non vitales à l'intérêt soviétique. Enfin, dans le cas français, Staline souhaitait établir de bonnes relations avec le général de Gaulle, qui pouvait faire contrepoids à l'influence anglo-américaine en Europe occidentale.

Ailleurs, Staline fut tout aussi modéré. En Grèce, il refusa d'accorder à la branche armée du parti communiste, l'ELAS (Armée nationale de libération du peuple grec), une aide militaire conséquente, reconnut en mars 1944 le gouvernement conservateur en exil et resta immobile lorsqu'en décembre 1944, les troupes du gouvernement grec et des renforts militaires britanniques massacrèrent à Athènes les combattants de l'ELAS<sup>24</sup>. En Chine, il signa en août 1945 un traité avec le Guomindang, persuadé que le parti communiste n'avait pas les moyens de la victoire et soucieux d'éviter tout conflit avec les Américains sur la question chinoise<sup>25</sup>.

Malgré la prudence de Staline, les Anglo-Américains eurent le sentiment d'assister au cours des premiers mois de l'année 1946 à l'émergence d'une politique soviétique de plus en plus agressive, notamment en Méditerranée et en Allemagne.

## **1946 : l'heure des compromis est-elle passée ?**

### ***Les débuts d'un expansionnisme soviétique ?***

Alors que la Grande-Bretagne avait clairement signifié sa volonté de conserver un rôle prééminent en Méditerranée, Moscou parut vouloir lui contester cette position. Dès l'automne 1945, le gouvernement Attlee s'inquiéta des revendications soviétiques sur la Tripolitaine et des premières pressions sur la Turquie en faveur d'une révision de la convention de Montreux<sup>26</sup>. Puis, au début de l'année 1946, Staline refusa de retirer ses troupes du nord de l'Iran et soutint les mouvements séparatistes azéris. Les Américains et les Britanniques réagirent fermement à ce qui semblait être la manifestation d'un projet expansionniste vers un pays stratégique du fait de son pétrole et de sa situation géopolitique. Excédé, Truman déclara à son secrétaire d'État en janvier 1946 : « Le temps des compromis est passé ; je suis fatigué de pouponner les Soviétiques » et le célèbre discours de Churchill à Fulton (Missouri) en mars 1946 fut en grande partie alimenté par la crise iranienne.

Avec l'ouverture des archives iraniennes et russes, les historiens offrent un nouveau regard sur ce conflit. D'une part, il apparaît que le gouvernement iranien alimenta la crise en envoyant à Londres et à Washington des rapports extrêmement alarmistes

<sup>23</sup> John Gaddis, *op. cit.*, p. 83.

<sup>24</sup> David H. Close, *The Origins of the Greek Civil War*, Harlow, Longman Group, 1995 ; Thanasis D. Sfikas, « War and Peace in the Strategy of the Communist Party of Greece, 1945-1949 », *Journal of Cold War Studies*, 2001, n°3, p. 5-30.

<sup>25</sup> Odd Arne Westad, *Brothers in Arms. The Rise and Fall of the Sino-Soviet Alliance, 1945-1963*, Washington DC, Woodrow Wilson Center Press, 1998, p. 8, et Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill, North Carolina University Press, 2001, p. 28.

<sup>26</sup> Süleyman Seydi, « Making a Cold War in the Near East : Turkey and the Origins of the Cold War », *Diplomacy and Statecraft*, 2006, n°17, p. 113-141. Rapelons que la convention de Montreux, signée en 1936 par la Bulgarie, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Roumanie, la Turquie, l'URSS et la Yougoslavie, réaffirme le principe de liberté de navigation commerciale dans les détroits mais revient sur l'internationalisation décidée en 1918 pour redonner à la Turquie un grand pouvoir de contrôle sur la zone.

sur les activités soviétiques, qui donnaient l'impression que Moscou cherchait à démanteler l'Iran<sup>27</sup>. D'autre part, les archives russes montrent que l'objectif de Staline n'était pas de contrôler l'Iran mais d'avoir accès à son pétrole, gage d'une reconstruction rapide, alors que Téhéran semblait peu empressé d'accéder aux demandes soviétiques<sup>28</sup>. Et si le 26 mars 1946, Staline annonça le retrait de l'Armée rouge d'Iran, effectif le 9 mai, c'est bien parce que quelques jours auparavant Téhéran avait accepté le principe d'un accord pétrolier. Staline abandonna alors totalement son ancien allié, le parti démocratique d'Azerbaïdjan, et ne fit pas un geste lorsque ses partisans se firent massacrer en décembre 1946. Les ressorts de la politique soviétique en Iran ne furent cependant pas compris à Londres et à Washington, d'autant plus qu'en août 1946, l'URSS demanda à nouveau à la Turquie la révision de la convention de Montreux.

La politique soviétique en Allemagne renforça encore la suspicion de Londres et Washington. La création en avril 1946 dans la zone d'occupation soviétique du parti socialiste unifié (SED), né de la fusion forcée du parti social-démocrate et du parti communiste, apparut comme la manifestation d'un projet de soviétisation à court terme du pays. L'ouverture des archives soviétiques et de l'ex-RDA permet de jeter un regard moins simpliste sur la politique allemande de Staline, construite non pas en fonction d'un dessein délibéré et politiquement motivé mais à la suite d'une série de compromis *ad hoc* et d'objectifs contradictoires, dont les résultats ne servirent pas toujours les intérêts de l'URSS.

Ainsi, l'objectif initial de Staline était une soviétisation de l'Allemagne toute entière par la voie légale, les forces communistes gagnant en popularité grâce à la technique du Front national et à une diplomatie soviétique favorable au retour à l'unité allemande<sup>29</sup>. Cependant, cette stratégie présentait de nombreuses faiblesses. Tout d'abord, la popularité de l'URSS en Allemagne était lourdement handicapée par les circonstances de l'arrivée de l'Armée rouge (on parle désormais de deux millions d'Allemandes violées) et par les ponctions sur l'appareil industriel, les impératifs économiques et politiques entrant ici clairement en conflit. Ensuite, Moscou considéra à tort que la classe politique des zones occidentales refusait l'idée d'une division du pays et était en conséquence prête à n'importe quel compromis avec l'URSS<sup>30</sup>. Enfin, le respect des libertés et de la démocratie, qui pourtant devait permettre de maintenir l'unité des quatre puissances occupantes et le succès de la voie légaliste, était régulièrement abandonné. Melvyn Leffler avance une explication quasi culturelle : les Soviétiques ont soviétisé leur zone d'occupation parce qu'ils ne savaient pas faire autre chose. Norman Naimark voit plutôt dans cette incohérence la conséquence de la multiplicité des centres de décision et d'exécution<sup>31</sup>. La politique soviétique en Allemagne présentait une dernière faiblesse. Une des obsessions de Staline était d'empêcher la résurgence de la menace allemande. Il aurait donc dû accepter la proposition américaine d'un traité sur la démilitarisation de l'Allemagne (conférence de Londres, septembre-octobre 1945) qui, *a priori*, allait dans le sens des

<sup>27</sup> Stephen L. McFarland, « The Iranian Crisis of 1946 and the Onset of the Cold War », dans Leffler et Painter (dir.), *op. cit.*, p. 239-256.

<sup>28</sup> Natalia I. Yegorova, *The « Iran Crisis » of 1945-46 : A View from the Russian Archives*, CWHIP Working Paper n°15, 1996.

<sup>29</sup> Laure Castin-Chaparro, *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne. Staline et la question allemande 1941-1955*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

<sup>30</sup> Wilfried Loth, « Germany and Cold War : Strategies and Decisions », dans Odd Arne Westad (dir.), *Reviewing the Cold War. Approaches, Interpretations, Theory*, Londres, Frank Cass, 2000, p. 245 et suiv.

<sup>31</sup> Melvyn Leffler, « The Cold War... », article cité, p. 517. Norman Naimark, article cité.



revendications soviétiques en terme de sécurité. Mais ce traité entraînait aussi en contradiction avec deux autres éléments de la diplomatie stalinienne. Il aurait d'une part conduit à un retrait d'Allemagne des armées d'occupation et donc créé un précédent pour les autres pays occupés par l'Armée rouge, qui auraient pu à leur tour demander le retrait des forces soviétiques. Or il n'était pas question pour Staline d'affaiblir son contrôle sur l'Europe centrale et balkanique. D'autre part, la puissance soviétique en Allemagne tenait à sa présence militaire, car Moscou avait clairement conscience qu'elle ne pourrait jamais rivaliser avec les Américains en terme d'influence économique. La démilitarisation de l'Allemagne était ainsi conforme au désir de sécurité soviétique mais contrevenait à son désir de contrôler à terme l'Allemagne toute entière. Molotov rejeta donc le projet américain, ce qui éveilla la méfiance de Londres et de Washington, qui eurent l'impression que la peur soviétique du revanchisme allemand n'était qu'un prétexte pour affaiblir l'Allemagne afin de mieux la contrôler.

C'est dans ce contexte que les Américains commencèrent à réfléchir à une réorganisation des zones d'occupation occidentales de l'Allemagne : en mai 1946, ils décidèrent unilatéralement d'arrêter les prélèvements soviétiques dans leur zone d'occupation, en juillet ils proposèrent aux Britanniques la fusion de leurs zones et en septembre, le secrétaire d'État américain fit à Stuttgart un discours favorable au redressement de l'Allemagne. Les historiens ont souvent expliqué ces décisions par des raisons défensives : les premiers pas vers la création d'un État ouest-allemand ont été faits en réaction à la soviétisation de la zone soviétique. Cependant, un livre récemment publié offre une analyse inverse de la politique allemande des États-Unis, soulignant au contraire le fait que la division de l'Allemagne a été un objectif américain précoce et que la politique soviétique n'a servi que de prétexte pour mettre en œuvre un projet mûri de longue date<sup>32</sup>.

L'année 1946 fut donc marquée par une aggravation des méfiances réciproques. Dans ces conditions, toute politique visant à préserver la Grande Alliance apparut de plus en plus à l'Ouest comme de l'apaisement.

### ***L'influence accrue des opposants à l'esprit de compromis***

Le 22 février 1946, George Kennan, analyste réputé de la politique soviétique, rédigea pour le département d'État un rapport sur la stratégie stalinienne, baptisé par la suite le « long télégramme », dans lequel il recommandait l'arrêt de la politique d'entente avec l'URSS du fait de l'agressivité du Kremlin<sup>33</sup>. Ce texte connut un grand succès à Washington, offrant un cadre théorique au président Truman qui, dès son arrivée au pouvoir, avait douté de la bonne foi soviétique. Puis en septembre, l'un des plus proches conseillers de Truman, Mark Clifford, rendit un rapport sur la politique étrangère soviétique dans lequel il affirmait que Staline pouvait d'un moment à l'autre déclencher un nouveau conflit mondial, ce qui était très loin de la vérité.

Les décideurs américains n'étaient pas les seuls à s'inquiéter : par exemple, en mars 1946, Frank Roberts, chargé d'affaire à l'ambassade britannique à Moscou, envoya plusieurs rapports consacrés à la diplomatie soviétique. S'il était parfois plus mesuré que Kennan, notamment parce qu'il insistait sur l'aspect défensif des décisions staliniennes, Roberts manifestait le même pessimisme sur les chances de survie de la

<sup>32</sup> Carolyn Eisenberg, *Drawing the Line : the American Decision to Divide Germany, 1944-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

<sup>33</sup> Les textes des télégrammes Kennan, Roberts et Novikov sont disponibles dans le l'ouvrage de Kenneth Jensen (dir.), *Origins of the Cold War*, Washington DC, US Institute of Peace Press, 1995.

Grande Alliance, tout comme d'autres membres éminents de la diplomatie britannique. Le *Foreign Office* était désormais clairement passé dans l'opposition à une politique de compromis vis-à-vis de l'URSS<sup>34</sup>. Les historiens se divisent en revanche sur la date à laquelle le ministre des Affaires étrangères Ernest Bevin abandonna l'idée d'une coopération possible avec Staline. Pour Anne Deighton et Antonio Varsori, Bevin suivit le mouvement du *Foreign Office*, considérant au printemps 1946, après les crises turque et iranienne, que l'entente n'était plus possible<sup>35</sup>. D'autres historiens estiment que Bevin cessa de croire à la coopération avec l'URSS qu'en 1947 (notamment après l'échec des conférences de Moscou et de Londres) parce qu'auparavant, il ne voyait pas d'autre solution, l'engagement américain en Europe étant incertain du fait des tendances isolationnistes de l'opinion publique et l'espoir de construire une Europe occidentale forte s'étant évanouie avec la démission du général de Gaulle en janvier 1946, qui avait consterné Londres<sup>36</sup>.

Du côté soviétique, l'hostilité grandit aussi à l'égard des Anglo-Américains. Le 27 septembre 1946, l'ambassadeur à Washington, Nikolai Novikov, envoya à Moscou une analyse inquiète de la politique américaine : « Il faut accorder une grande attention au fait que les États-Unis sont en train de se préparer à une future guerre et qu'elle sera menée contre l'URSS, qui aux yeux des impérialistes américains est le principal obstacle à leur domination sur le monde ».

Si 1946 avait été l'année de la montée de la méfiance, 1947 fut celle de l'affirmation publique de la rupture de la Grande Alliance.

## L'année 1947 : un tournant ?

### *L'activisme américain*

Deux éléments conduisirent les dirigeants américains à se détourner publiquement de la Grande Alliance. Le premier tient à la situation socio-économique du continent européen : l'hiver 1946-1947, particulièrement rigoureux, souligna la lenteur de la reconstruction. Cette situation explosive pouvait profiter aux communistes, comme le remarqua un rapport des services de renseignement en mars 1947 : « Le plus grand danger pour la sécurité des États-Unis est la possibilité d'un effondrement économique en Europe occidentale et par conséquent l'accession au pouvoir d'éléments communistes »<sup>37</sup>. George Kennan résuma ce danger par une formule synthétique : « C'est l'ombre et non la substance d'un danger qu'il nous faut combattre »<sup>38</sup>. Ainsi, c'est surtout la perspective d'une montée du communisme en

<sup>34</sup> Raymond Smith, « Ernest Bevin, British Officials and British Soviet Policy, 1945-1947 », dans Deighton (dir.), *op. cit.*, p. 32-52.

<sup>35</sup> Antonio Varsori, « From Dunkirk to Washington via Brussels (1947-1949) », dans Saki Dockrill et al., *L'Europe de l'Est et de l'Ouest dans la Guerre froide 1948-1953*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2002, p. 9-19. Anne Deighton, « Towards a "Western" Strategy : the Making of British Policy towards Germany, 1945-1946 », dans Anne Deighton (dir.), *op. cit.*, p. 53-70.

<sup>36</sup> Geoffrey Warner, article cité et Martin Longden, « From "Hot War" to "Cold War" : Western Europe in British Grand Strategy, 1945-1948 », dans Michael Hopkins (dir.), *Cold War Britain, 1945-1964*, New York, Plagrave MacMillan, 2003, p. 111-126.

<sup>37</sup> Cité par Melvyn Leffler, « The American Conception of National Security and the Beginnings of the Cold War, 1945-1948 », *American Historical Review*, avril 1984, p.364.

<sup>38</sup> Phrase extraite d'un rapport de Kennan de 1947 publié par John Gaddis et Thomas Etzold (dir.), *Containment : Documents on American Policy and Strategy, 1945-1950*, New York, Columbia University Press, 1978, p. 25-37.

Europe occidentale pour des raisons endogènes, exploitée ensuite par Moscou, qui inquiétait les décideurs américains, et non la possibilité d'opérations militaires ou subversives soviétiques. Le président Truman dut parallèlement affronter le désengagement international de la Grande-Bretagne qui en février 1947 l'informa officiellement qu'elle n'avait plus les moyens de son engagement en Méditerranée.

Le Président américain annonça donc le 12 mars l'octroi d'une aide économique et militaire importante à la Grèce et à la Turquie et dessina les contours d'un monde bipolaire, théâtre d'un affrontement entre la démocratie et la barbarie<sup>39</sup>. Puis, par la voix du secrétaire d'État George Marshall, Washington proposa une aide économique massive à l'Europe. Au regard des relations américano-soviétiques, le plan Marshall avait une forte dimension « subversive », comme le montre les archives récemment déclassifiées : c'était une tentative pour désolidariser de Moscou certains pays d'Europe centrale, en les plaçant devant l'alternative de la misère avec l'URSS ou de la prospérité aux côtés des États-Unis. Ainsi, le plan Marshall se fixait comme but « non pas de perpétuer la division de l'Europe mais de l'éliminer ». Washington crut un moment à l'efficacité de son projet lorsque la Pologne et surtout la Tchécoslovaquie se déclarèrent intéressées par l'aide américaine. Cependant, après un moment de flottement, les dirigeants soviétiques perçurent le danger : le 3 juillet, Molotov quitta Paris où les Européens s'étaient réunis pour réfléchir à la proposition américaine et, le 10 juillet, Staline obligea la Tchécoslovaquie à faire marche arrière<sup>40</sup>.

### ***Les réactions des autres puissances***

Washington fut soutenu dans sa politique de fermeté par la Grande-Bretagne, puisque tous les historiens s'accordent à dire qu'en 1947 Bevin avait abandonné tout espoir de coopérer avec l'URSS, et par la France et l'Italie dont les gouvernements se défirent en mai des ministres communistes.

Staline accompagna dans une certaine mesure le durcissement des relations Est-Ouest. En Europe centrale, les partis communistes abandonnèrent définitivement le principe du respect des pratiques démocratiques. En Pologne, les élections de janvier 1947 furent remportées par les communistes dans une atmosphère de fraudes, de violence et d'intimidation. Au printemps, Moscou critiqua le parti communiste tchécoslovaque, lui reprochant son manque de « vigilance », et demanda la mise en place d'une stratégie agressive vis-à-vis des « forces de réaction ». Cependant, les forces non communistes parvinrent à subsister à Prague et Budapest. La politique soviétique vis-à-vis de la Grèce se durcit elle aussi : en mai 1947, Staline promit enfin au chef des communistes grecs, Nikos Zachariadis, en visite à Moscou, l'aide militaire tant attendue. Puis en septembre, lors de la conférence de Szklarska Poreba, le Kominform fut créé.

Cependant, la politique soviétique vis-à-vis de la France et de l'Italie continua de suivre une ligne modérée. Malgré l'exclusion des ministres communistes italiens et français, Staline continua d'interdire tout recours à la subversion. Les grèves de novembre 1947 en France n'avaient rien d'une tentative de prise de pouvoir mais

---

<sup>39</sup> En terme institutionnel, la doctrine Truman fut suivie le 21 mars par l'adoption du « programme de sécurité et de loyauté » destiné à bannir les communistes des postes de responsabilité et en juillet par la création de la CIA.

<sup>40</sup> Scott Parrish et Mikhail Narinsky, *New Evidence on the Soviet Rejection of the Marshall Plan, 1947*, CWIHP Working Paper n°9, 1994.

étaient destinées à gêner la mise en œuvre du plan Marshall<sup>41</sup>. Et lorsqu'à l'automne 1947, le parti communiste italien sembla tenté par une politique insurrectionnelle, Moscou réimposa fermement la voie légaliste<sup>42</sup>.

La Guerre froide a-t-elle commencé en 1947 ? Oui dans une large mesure car des blocs antagonistes commencent à se dessiner et l'hostilité à dominer dans les discours. L'année 1948 peut être alors considérée comme l'an 1 de la Guerre froide, avec la chute de la dernière démocratie en Europe centrale et le premier affrontement direct à Berlin entre les anciens alliés. Cependant, cette année se révèle aussi riche en ambivalences, signe d'une situation internationale qui garde une certaine fluidité.

## **1948 : une bipolarisation encore incomplète**

### ***Les deux Grands raffermissent leur contrôle sur leur camp***

Le coup de Prague de février 1948 fut pour les Occidentaux un réel choc. Même si l'idée d'une Europe coupée en deux par le Rideau de fer avait fait son chemin depuis le discours de Fulton, ces événements marquèrent les opinions pour plusieurs raisons. La première est la facilité avec laquelle les communistes avaient légalement pris le pouvoir dans un pays aux solides traditions démocratiques. Ce scénario ne risquait-il pas de se reproduire en Europe occidentale ? Ensuite, au même moment, l'URSS faisait pression sur la Finlande et les tensions politiques étaient vives en Italie. Enfin, le coup de Prague n'annonçait-il pas les débuts d'un expansionnisme soviétique tout comme l'invasion de mars 1939 avait été le prélude de la Seconde guerre mondiale ? C'est pourquoi cet événement suscita dans le camp occidental une véritable « *war scare* », aggravée par le télégramme du général américain Lucius Clay, alors haut-commissaire militaire en Allemagne, qui prévenait Washington que la guerre pouvait éclater avec une « soudaineté dramatique », analyse que partageait la CIA (rapport à Truman du 16 mars).

C'est dans ce contexte tendu que furent organisées les élections législatives italiennes d'avril 1948. Depuis l'automne 1947, les experts américains multipliaient les rapports sur les risques de guerre civile en Italie<sup>43</sup>. En mars 1948, Togliatti informa à nouveau Moscou que son parti était prêt à l'insurrection armée mais le 26 mars, Molotov le lui interdit formellement. Les Américains continuèrent cependant de croire à un scénario tchécoslovaque : une prise de pouvoir légale des communistes. Truman ordonna donc à la CIA de peser secrètement sur les élections en versant des sommes importantes à la démocratie chrétienne, qui finalement l'emporta<sup>44</sup>.

### ***Les premiers affrontements entre les deux Grands***

Le blocus de Berlin a été pour les Occidentaux la confirmation d'une menace soviétique croissante. Cependant, l'historien Mikhail Narinski offre à partir des

<sup>41</sup> Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du parti communiste français*, Paris, PUF, éd. 2000, p. 280.

<sup>42</sup> Entretiens à Moscou en décembre 1947 entre les dirigeants soviétiques et le n° 2 du PCI (Silvio Pons, « Stalin, Togliatti... », article cité, p. 19-20).

<sup>43</sup> Par exemple, la première directive élaborée par le Conseil national de sécurité, la NSC 1/1 (novembre 1947) fut consacrée à l'Italie et en mars 1948, Kennan se prononça en faveur d'une interdiction du PCI, quitte à déclencher une guerre civile, plutôt que prendre le risque d'une victoire électorale (E. Timothy Smith, *The United States, Italy and NATO, 1947-1952*, New York, St. Martin's Press, 1991, p. 31 et suiv.).

<sup>44</sup> James Miller, « Taking Off the Gloves : the US and the Italian Elections of 1948 », *Diplomatic History*, 1983, n°1, p. 35-55.

archives russes une nouvelle analyse de cet événement<sup>45</sup>. Comme nous l'avons vu, l'objectif de Staline était d'éviter la partition de l'Allemagne pour faire passer progressivement le pays tout entier dans l'orbite soviétique. À partir de l'automne 1947, le Kremlin perçut de plus en plus clairement qu'il allait à l'échec, en particulier lorsque la France accepta la fusion de sa zone avec la bizonie anglo-américaine. Sa stratégie fut alors d'aller à la confrontation, non pour éliminer l'influence occidentale sur Berlin ou pour déclencher un conflit majeur, mais pour pouvoir ensuite négocier en position de force. Cependant, Staline, percevant les démocraties comme fondamentalement faibles et divisées, sous-estima la résolution des États-Unis et leurs capacités à défendre l'Allemagne. L'échec du blocus de Berlin fut l'ultime étape d'une politique soviétique chaotique et contradictoire, qui à force de poursuivre des objectifs multiples, était parvenue à une situation néfaste pour l'URSS : la division de l'Allemagne.

En outre, dès 1948, l'administration Truman mit en place les structures susceptibles de déstabiliser la domination soviétique sur l'Europe de l'Est, comme le révèlent les archives<sup>46</sup>. Contrairement à son nom, la politique du *containment* visait bien à refouler la présence soviétique en Europe, comme l'explicita la directive NSC 20/4 (novembre 1948) : « Nous devons, par des moyens qui excluent la guerre, encourager et promouvoir la rétractation graduelle du pouvoir soviétique illégitime hors de son périmètre actuel afin qu'il retrouve ses frontières traditionnelles et nous devons encourager et promouvoir l'émergence des pays est-européens comme des entités indépendantes de l'URSS. » Trois leviers étaient à la disposition des Américains pour atteindre cet objectif : l'encouragement au communisme national de type titiste, d'où le soutien économique à Tito dès sa rupture avec Moscou en juin 1948, les opérations paramilitaires destinées à soutenir les groupes anti-communistes qui subsistèrent quelque temps derrière le Rideau de fer et la « guerre psychologique » incarnée par les radios *Voice of America* et *Radio Free Europe*.

L'année 1948 marque donc dans une large mesure les vrais débuts de la Guerre froide, avec « l'homogénéisation » des deux camps et les premiers affrontements. Cependant, on ne peut pas encore parler d'une division totale du continent européen : à côté des éléments de fermeture subsistent des espaces d'échanges spécifiquement européens.

### ***Les relations intra-européennes***

En 1948, malgré la chute de la démocratie tchécoslovaque et la répression des forces non communistes en Europe centrale et balkanique, le Rideau de fer demeurait encore parfois une frontière en pointillé. Ainsi, les centres culturels occidentaux continuaient de fonctionner en Europe centrale et des journalistes non communistes y étaient accrédités. En juillet 1949, le directeur du *New York Times* en visite à Prague déclara même : « Il est difficile de s'y souvenir qu'on est dans un pays communiste »<sup>47</sup>. L'URSS permettait aussi à ses satellites de commercer avec

<sup>45</sup> Mikhaïl Narinski, « The Soviet Union and the Berlin Crisis, 1948-9 », dans Gori et Pons (dir.), *op. cit.*, p. 57-75.

<sup>46</sup> Pour la politique de « libération » de l'Europe de l'Est, voir Scott Lucas, *Freedom's War. The US Crusade against the Soviet Union, 1945-1956*, Manchester, Manchester University Press, 1999, Gregory Mitrovich, *Undermining the Kremlin. America's Strategy to Subvert the Soviet Bloc, 1947-1956*, Ithaca, Cornell University Press, 2000 et notre livre, *L'ami américain. La Tchécoslovaquie au cœur de la diplomatie américaine (1943-1968)*, Paris, Tallandier, 2004.

<sup>47</sup> Cyrus Sulzberger, *A Long Row of Candles*, Toronto, MacMillan, 1969, p. 461-466.



l'Occident, n'étant pas en mesure d'œuvrer seule à leur reconstruction. Par exemple, la Tchécoslovaquie continua d'appartenir au GATT jusqu'en 1949 et maintint jusqu'en 1950 à un niveau inchangé son commerce avec la Yougoslavie. L'administration Truman, malgré l'embargo commercial décrété par le Congrès en mars 1948 contre le bloc soviétique, était favorable à ces échanges Est-Ouest quand ils servaient des entreprises américaines ou aidaient à la reconstruction de l'Europe occidentale. Ainsi, en 1949, 25% du charbon consommé en Europe occidentale provenait de Pologne, pays qui eut jusqu'en 1950 une marge de manœuvre importante dans la définition de ses priorités commerciales, malgré la création en janvier 1949 du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)<sup>48</sup>.

Il existait donc bien en 1948 une dimension spécifiquement européenne des relations internationales, visible dans les échanges inter-européens comme dans les premiers pas de la construction européenne. Cela signifiait-il qu'il restait possible en 1948 de créer un ensemble autonome des deux Grands, une « troisième force » ? Une fois encore, l'appréciation de la situation tient dans l'analyse faite de la politique britannique, qui a suscité des interprétations divergentes : quel était donc l'objectif du gouvernement Attlee lors de la signature du traité de Bruxelles (mars 1948)<sup>49</sup> ? Pour certains historiens, ce traité ne visait qu'à rassurer les Américains sur le sens des responsabilités de leurs alliés afin de mieux les impliquer dans la défense de l'Europe<sup>50</sup>. Pour d'autres, Bevin croyait en 1947-1948 à la possibilité de créer un bloc ouest-européen autonome, cette fameuse « troisième force », susceptible de traiter presque à égal avec les deux Grands<sup>51</sup>. D'autres historiens font le lien entre les options européenne et atlantiste. Pour Sean Greenwood, Bevin n'avait pas de programme très élaboré car la situation internationale était bien trop volatile. Il suivit donc de façon simultanée une politique européenne et une politique atlantiste sans savoir laquelle des deux serait la plus intéressante pour son pays<sup>52</sup>. Pour Martin Longden, les politiques européenne et atlantique ne formaient pas les deux termes d'une alternative mais les deux étapes successives d'une seule politique : Bevin voulait renforcer l'Europe occidentale pour ensuite construire un ensemble atlantique où s'équilibreraient les forces européenne et américaine<sup>53</sup>. En revanche, les historiens s'accordent sur le fait qu'au fur et à mesure de l'année 1948, la dimension atlantique de la diplomatie britannique s'affirma car, avec la militarisation du conflit Est-Ouest induite par le blocus de Berlin, Londres considérait l'alliance avec les États-Unis comme indispensable, d'autant plus que les militaires britanniques étaient farouchement hostiles à une dispersion des ressources nationales sur le continent. En outre, la grave crise financière qui frappait Londres rendait le soutien de Washington nécessaire, éloignant d'autant l'intérêt d'une « troisième force ». Enfin, les orientations fédéralistes proposées par la France et la Belgique déplaisaient grandement à la Grande-Bretagne, qui perdit son intérêt pour la construction européenne.

<sup>48</sup> Sheldon Anderson : « Poland and the Marshall Plan, 1947-1949 », *Diplomatic History*, 1991, n°4, p. 473-494 et « A Dollar to Poland is a Dollar to Russia : United States Economic Diplomacy towards Poland, 1945-1950 », *East European Quarterly*, 1992, n°1, p. 75-108.

<sup>49</sup> Signé par le Benelux, la France et la Grande-Bretagne, ce traité institue une assistance mutuelle et automatique en cas d'agression militaire en Europe.

<sup>50</sup> Antonio Varsori, « From Dunkirk... », article cité.

<sup>51</sup> John Kent et John Young, « British Policy Overseas : the "Third Force" and the Origins of NATO – in Search of a New Perspective » in Beatrice Heuser et Robert O'Neill (dir.), *Securing Peace in Europe, 1945-1962*, Londres, MacMillan, 1992, p. 41-60.

<sup>52</sup> Sean Greenwood, *Britain and the Cold War*, New York, St Martin's Press, 2000, p. 59.

<sup>53</sup> Martin Longden, article cité.

L'implication des Américains en Europe occidentale connut alors en 1948 un développement important. En avril fut créée l'Organisation de coopération économique européenne (OEEC) chargée de répartir et coordonner l'aide du plan Marshall. Puis le 11 juin 1948, le Congrès vota la résolution Vandenberg qui posait les bases légales de la présence permanente de troupes américaines en Europe.

## **1949-1950 : naissance des blocs et radicalisation de l'affrontement Est-Ouest**

### ***La stalinisation de l'Europe de l'Est***

Les espaces d'échanges Est-Ouest qui existaient dans le bloc soviétique disparurent totalement en 1949-1950, dans la lignée de la réunion du Kominform de novembre 1949, tenue à Matra (Hongrie), qui appelait à l'intensification de la « vigilance révolutionnaire ». La présence occidentale derrière le rideau de fer fut alors anéantie : les centres culturels qui subsistaient furent fermés, le personnel des ambassades réduit et les journalistes non-communistes furent expulsés, voire emprisonnés. Dans le cas bulgare, les relations diplomatiques avec les États-Unis furent même rompues en février 1950. Cette élimination de la présence occidentale alla de pair avec l'arrivée massive des « conseillers » soviétiques chargés de mener la soviétisation totale de l'économie, de l'armée et de la police. Ils jouèrent aussi un rôle important dans l'épuration des directions communistes est-européennes. Ces purges frappèrent la Hongrie tout d'abord, avec le procès Rajk à l'automne 1949, puis les autres pays de l'Est, avec l'éviction de Wladyslaw Gomulka en Pologne ou la condamnation à mort de Rudolf Slansky. Ces procès spectaculaires réduisirent à néant les espoirs américains de susciter en Europe centrale de nouveaux Tito.

### ***L'anticommunisme devient le ciment du bloc occidental***

Le durcissement idéologique fut sensible aussi dans le camp américain. Le recours à l'anticommunisme avait été utilisé dès 1947 par l'administration Truman pour mobiliser les Américains mais il échappa au gouvernement à partir de 1949, après la « perte de la Chine » qui fit le lit du maccarthysme. L'anticommunisme s'implanta aussi chez les intellectuels progressistes qui, après avoir cru à l'entente avec l'URSS, se rallièrent en 1949 à la Guerre froide<sup>54</sup>.

L'anticommunisme et la volonté de combattre l'URSS se répandit aussi dans les opinions publiques ouest-européennes, alors que les partis communistes nationaux durcissaient le ton de leur propagande anti-américaine. L'historien Georges-Henri Soutou considère que l'année 1950, avec la guerre de Corée, marque la naissance en France d'un véritable esprit atlantique<sup>55</sup>. Il se traduit par exemple par la création en septembre 1950, grâce aux fonds secrets du gouvernement français, du mouvement Paix et Liberté<sup>56</sup>. Ailleurs en Europe, la CIA fut la source – secrète – d'inspiration et de financement de plusieurs organisations anticommunistes, comme la Fédération

<sup>54</sup> Le manifeste de ce ralliement est l'ouvrage d'Arthur Schlesinger, *The Vital Center*, N.J., Transaction Publishers, éd. 1998 (1<sup>ère</sup> édition : 1949).

<sup>55</sup> Georges-Henri Soutou, « Les dirigeants français et l'entrée en Guerre froide : un processus de décision hésitant (1944-1950) », *Le Trimestre du Monde*, 3<sup>e</sup> trimestre 1993, p. 144.

<sup>56</sup> Éric Duhamel, « Jean-Paul David et le mouvement Paix et Liberté, un anticommunisme radical », dans Jean Delmas et Jean Kessler (dir.), *Renseignement et propagande pendant la Guerre froide 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 195-215.

populaire pour la paix et la liberté (VVF) en RFA, ou le Congrès pour la liberté de la culture, créé à Berlin en juin 1950 par des intellectuels libéraux non communistes d'Europe et des États-Unis<sup>57</sup>.

### ***La militarisation de l'affrontement Est-Ouest***

Outre ces développements idéologico-politiques, les années 1949-1950 furent marquées par l'entrée du conflit Est-Ouest dans une nouvelle dimension : la dimension militaire. Tout d'abord, les alliés des États-Unis signèrent en avril 1949 le traité de l'Atlantique nord et en décembre 1950, l'Alliance atlantique se dota d'une structure permanente, l'OTAN, capable de mener à bien le réarmement conventionnel de l'Europe et de mettre en place les moyens de résister à une attaque soviétique, y compris dans le domaine nucléaire.

Ensuite, en août 1949, l'URSS annonça qu'elle possédait l'arme nucléaire, information accueillie avec angoisse à Washington car les experts n'avaient pas imaginé une acquisition aussi rapide. Le sentiment de vulnérabilité s'accrut encore lorsqu'en octobre 1949 Mao annonça la création de la République populaire de Chine. L'administration Truman réorienta en conséquence sa politique en adoptant en juin 1950 la directive *top secret* NSC 68<sup>58</sup>. Elle offrait une vision apocalyptique de l'URSS, multipliant les références à un « dessein soviétique » et expliquant que l'URSS était « animée par une foi fanatique, antithétique à la nôtre et cherchant à imposer son autorité absolue sur le reste du monde ». Face à cette menace, la directive préconisait deux ripostes. La première était la militarisation du camp américain, qui se traduisit par une augmentation très importante du budget militaire des États-Unis et par le lancement du programme de recherche sur la bombe H. La seconde était la mondialisation de l'intérêt national américain : chaque région du monde était désormais un enjeu potentiel du conflit américano-soviétique.

L'éclatement de la guerre de Corée sembla confirmer tous les présupposés de la directive NSC 68 : le 25 juin 1950, les troupes de la Corée du Nord, alliée de l'URSS, envahirent la Corée du Sud, alliée des États-Unis. Pour l'administration Truman, les raisons de cette offensive étaient limpides : Staline poursuivait son rêve de révolution communiste mondiale, n'hésitant pas à aller à l'affrontement armé avec les États-Unis.

### ***La guerre de Corée et la mondialisation de la Guerre froide***

Jusqu'au milieu des années 1990, le déclenchement de la guerre de Corée était interprété de deux manières opposées : la version « orthodoxe » affirmait que Staline était à l'origine du conflit et la version « révisionniste » soutenait que la guerre de Corée était une guerre civile, qui ne devait rien à Staline<sup>59</sup>. Les documents récemment déclassifiés permettent pour l'instant d'analyser de la manière suivante les origines de ce conflit. Depuis mars 1949, le dirigeant de la Corée du Nord, Kim Il

<sup>57</sup> Pierre Grémion, *Le Congrès pour la Liberté de la Culture*, Paris, Fayard, 1995. Bernard Ludwig, « La propagande anticommuniste en Allemagne fédérale : le VVF, pendant allemand de Paix et Liberté ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2003, n°80, p. 33-42.

<sup>58</sup> Le texte de la NSC 68 est disponible dans son intégralité, avec un appareil critique et plusieurs commentaires d'historiens, dans l'ouvrage d'Ernest May (dir.), *American Cold War Strategy*, New York, St. Martin's Press, 1993.

<sup>59</sup> Pour la version orthodoxe : Adam Ulam, « Stalin, Kim and Korean War Origins », *CWIHP Bulletin*, 1994, n°4, p. 21. Pour la version révisionniste : Bruce Cumings, *The Origins of the Korean War*, Princeton, Princeton University Press, 1981.

Sung, demandait en vain à Moscou son aide pour réunifier par les armes la péninsule coréenne. Le 30 janvier 1950, Staline donna finalement son feu vert pour plusieurs raisons. La première était la certitude que les États-Unis ne s'engageraient pas dans le conflit, perception confirmée par un discours du secrétaire d'État Dean Acheson du 12 janvier dans lequel il déclara que Taïwan et la Corée du Sud se trouvaient en dehors du périmètre de sécurité des États-Unis. De plus, Kim Il Sung avait affirmé que la victoire du Nord sur le Sud serait si rapide (entre deux semaines et deux mois) que cela ne laisserait pas le temps aux Occidentaux de s'organiser. Cette volonté soviétique d'éviter tout affrontement militaire avec les Américains fut confirmée par l'extrême prudence de Staline durant les premières phases du conflit. La deuxième raison du feu vert stalinien était l'espoir de bénéficier - une fois l'unification acquise - d'un accès privilégié à des ports libres de glace, élément d'autant plus important qu'avec le traité sino-soviétique de février 1950, l'URSS perdrait ses privilèges sur les ports de Mandchourie. Staline espérait enfin arrimer fermement la Chine à l'URSS en l'obligeant à participer à un conflit décidé à Moscou et non à Pékin<sup>60</sup>.

Cependant, malgré la dimension exclusivement régionale du conflit, la guerre de Corée constitua un tournant de la Guerre froide lorsque le président Truman décida d'intervenir aux côtés de la Corée du Sud. Une fois encore, Staline avait sous-estimé la détermination des Américains à protéger leurs alliés. Ainsi, la guerre de Corée conduisit à la mondialisation de l'affrontement Est-Ouest et confirma aux yeux des protagonistes l'importance du facteur militaire, lançant la course aux armements. Elle révèle aussi pleinement combien l'expression de Guerre froide est mal appropriée puisque la guerre de Corée fit au minimum deux millions de morts.

L'histoire des origines de la Guerre froide telle qu'elle s'écrit depuis une dizaine d'années s'est donc enrichie de multiples apports. Après les larges synthèses des décennies précédentes, de multiples études de cas ont permis de revisiter les premières années du conflit. À la lumière des nouvelles archives, on comprend désormais mieux combien la dégradation de la Grande Alliance fut un processus graduel, qui toucha de manière différenciée les pays et leurs décideurs. On appréhende plus clairement les multiples facteurs qui participèrent à cette évolution : les idéologies communiste et anti-communiste, les objectifs de puissance des deux Grands, les manœuvres de leurs alliés... La politique stalinienne nous est aussi un peu mieux connue, notamment dans sa dimension fortement défensive.

La conjonction de ces facteurs fait naître en 1950 un nouvel ordre international, fondé sur la mondialisation du conflit Est-Ouest, et donc sur la bipolarisation du monde, et sur le risque d'un affrontement nucléaire entre les deux Grands. Et malgré les périodes de détente qui ponctuèrent l'affrontement Est-Ouest, ces deux caractéristiques structurèrent les relations internationales jusqu'à la chute de l'URSS.

#### L'auteur

Justine Faure, agrégée d'histoire, est maître de conférences en histoire contemporaine à l'IEP de Strasbourg. Elle est l'auteur de *L'ami américain. La Tchécoslovaquie enjeu de la diplomatie américaine*

<sup>60</sup> Shen Zhihua, *China's Road to the Korean War: The Making of the Sino-American Confrontation*, New York, Columbia University Press, 1994, et « Sino-Soviet Relations and the Origins of the Korean War : Stalin's Strategic Goal in the Far East », *Journal of Cold War Studies*, 2000, n°2 ; William Stueck, *Rethinking the Korean War*, Princeton, Princeton UP, 2002 ; voir aussi l'ensemble des textes publiés par le CWIHP : Chen Jian, , *The Sino-Soviet Alliance and China's Entry into the Korean War*, CWIHP Working Paper n°1, 1992, Katheryn Weathersby, *Soviet Aims in Korea and the Origins of the Korean War, 1945-1950. New Evidence from the Russian Archives*, CWIHP Working Paper n°8, 1993, ainsi que les articles publiés dans les bulletins n°4, 5, 6/7 et 8/9 du CWIHP.



Justine Faure, « De la Grande Alliance à l'affrontement armé Est-Ouest (1944-1950) : origines de la Guerre froide et débats historiographiques », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°3, novembre-décembre 2007, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

1943-1968 (Tallandier 2004, traduit et publié en tchèque aux Éditions Lidové Noviny, 2005) et a co-dirigé avec Pierre Melandri un numéro spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* consacré à l'Amérique de George W. Bush (n°97, janvier-mars 2008).

### Résumé

Depuis les années 1950, les origines de la Guerre froide ont donné lieu à des débats particulièrement vifs et nombreux. Si les historiens ont pendant un temps cherché à établir des responsabilités, ils s'attachent désormais à comprendre les mécanismes de la dissolution de la Grande Alliance. Grâce à l'ouverture partielle des archives de l'ancien bloc soviétique, les historiens disposent de nouvelles sources, qui parfois posent plus de questions qu'elles n'en résolvent. Cependant, elles permettent de mieux comprendre les objectifs de Staline au sortir de la guerre et de modifier la chronologie classique des origines de la Guerre froide. Cet article se propose donc d'offrir aux lecteurs un panorama de ces débats et un état des lieux des dernières avancées historiographiques.

### Mots clés

Guerre froide ; Staline ; Roosevelt ; Kennan ; Truman ; Europe de l'Est ; Allemagne ; Chine.

### Abstract

Since the 1950s, the question of the origins of the Cold War has been countless and vigorously debated. While historians first focused on the issue of respective responsibilities, today's literature examines the mechanisms underlying the collapse of the Great Alliance. The (partial) opening of the archives of the former Soviet bloc has enabled researchers to have access to a whole new set of sources. Although these sources sometimes raise more questions than they enable to solve, they have made it possible to revise the classic chronology of the origins of the Cold War by shedding new light on Stalin's objectives at the end of the war. This article both presents an overview of these historiographical debates and reviews the latest major studies on this period.

### Key words

Cold War ; Stalin ; Roosevelt ; Kennan ; Truman ; Eastern Europe ; Germany ; China.